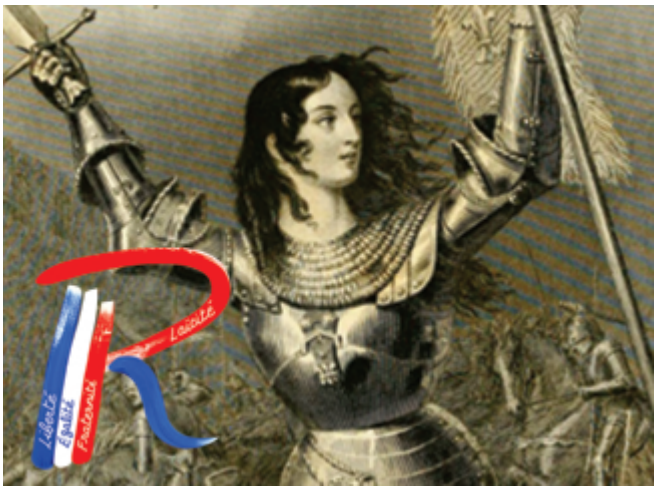
Un Gilet jaune placé en garde à vue témoigne : «On nous a empêchés de manifester»

écrit par poum | 11 décembre 2018



Dès vendredi, des rafles ont eu lieu partout en France pour empêcher les gens de rejoindre la manifestation parisienne.

C'est une honte. Quelle image mon fils va avoir désormais de la police, de la justice. J'ai été Casque bleu lors de la guerre en ex-Yougoslavie. Jamais je n'ai vu l'armée se comporter avec les populations comme les forces de l'ordre, ce samedi. Cela ne nous empêchera pas de revenir, nous ne lâcherons pas, nous irons jusqu'au bout. Le système est pourri, on méprise les petites gens. Nous travaillons pour rien.

Éric, 45 ans, mécanicien dans l'industrie, avait fait le déplacement avec sa femme et son fils depuis l'Alsace pour manifester à Paris. Interpellés à leur arrivée, il dénonce une garde à vue abusive.

Samedi, ils étaient encore nombreux à manifester à Paris pour l'acte 4 de la mobilisation des Gilets jaunes. Une journée, une nouvelle fois émaillée de violences dans Paris notamment, et qui a donné lieu à près de 2 000 interpellations dont plus de 1 700 gardes à vue à travers toute la France, selon les derniers chiffres du ministère de l'Intérieur, donnés dimanche matin. Parmi eux, Éric*, mécanicien dans

l'industrie, est venu d'Alsace pour manifester. Il a été placé en garde à vue avec sa femme et son fils pendant 14 heures avant d'être relâché. En colère, il témoigne pour Le Parisien.

« Je suis écœuré : on nous a empêchés de manifester. Cela conforte ce que je pense depuis un bout de temps : il n'y a pas de réelle liberté d'expression en France. Ce qui s'est passé samedi, c'est digne de la Corée du Nord ou de la Russie.

Nous venions de nous garer, rue de la Bienfaisance, à Paris dans le VIIIe arrondissement. Nous étions à 200 m de la voiture quand les gendarmes nous sont tombés dessus. Ils nous ont collés contre le mur, fouillés et nous ont demandé notre carte identité que nous avons fournie. Nous n'avions rien de compromettant sur nous. Ils ont exigé que nous ouvrions notre coffre de voiture. À l'intérieur, il y avait trois masques de peintre encore dans leur emballage, et des lunettes de protection. On les avait laissés dans la voiture, car durant le trajet, on avait appris par la radio que c'était interdit.

«J'ai refusé de signer la procédure»

Les gendarmes nous ont parlé d'armes de première catégorie et nous ont placés en garde à vue pour *participation à un attroupement en vue de commettre un délit ou un crime*. Ils nous ont conduits dans une rue perpendiculaire où nous sommes restés alignés face à un mur avec une dizaine d'autres manifestants durant plus de deux heures. Après nous avons été conduits en fourgon cellulaire au commissariat du XIIIe arrondissement et placés en cellule.

J'étais avec mon fils, mais ma femme était seule. Elle est encore très choquée, elle ne s'était jamais retrouvée en garde à vue. Elle est agent de production. Heureusement qu'un ami nous a trouvé un avocat, sans lui, je pense que nous serions encore en garde à vue. Nous étions une vingtaine dans une cellule qui était faîte pour en accueillir moitié moins. Des manifestants pacifistes comme nous. L'un d'entre nous a été interpellé avec un casque alors qu'il venait de cadenasser sa moto, un autre a été arrêté sans raison alors qu'il avait sur lui une pièce d'identité et 100 euros. Nous avons été libérés à 22 heures, avec un rappel à la loi. Moi, j'ai refusé de signer la procédure.

C'est une honte. Quelle image mon fils va avoir désormais de la police, de la justice. J'ai été Casque bleu lors de la guerre en ex-Yougoslavie. Jamais je n'ai vu l'armée se comporter avec les populations comme les forces de l'ordre, ce samedi.

Cela ne nous empêchera pas de revenir, nous ne lâcherons pas, nous irons jusqu'au bout. Le système est pourri, on méprise les petites gens. Nous travaillons pour rien. Heureusement nous sommes frontaliers du Luxembourg et de l'Allemagne. Nous allons à la pompe au Luxembourg et faire nos courses en Allemagne. Pour deux cents euros, nous avons le double dans le caddie, comment vous expliquez cela ? »

«Une dérive autoritaire du gouvernement»

Un traitement qui a particulièrement agacé leur avocat, Me Avi Bitton.

« Je ne vais pas crier à la dictature, mais il y a une dérive autoritaire du gouvernement. Dès 8 heures du matin, avant même que la manifestation ne démarre, des interpellations arbitraires ont eu lieu en marge. Le gouvernement voulait dissuader les Gilets jaunes d'aller manifester, les chiffres des gardes à vue ont immédiatement été donnés. C'était une opération de communication. Le résultat c'est que 70 % des gardes à vue se terminent sans poursuite. La justice est prise en otage. Les gardes à vue préventives, ça n'existe pas dans le code pénal. »

http://www.leparisien.fr/faits-divers/un-gilet-jaune-place-en-garde-a-vue-temoigne-c-est-digne-de-la-coree-du-nord-09-12-2018-7964280.php#xtor=AD-1481423553

Les opérations de la police contre les Français se poursuivent d'ailleurs encore à cette heure.

J'étais visé par des tentatives d'arrestation à domicile à l'aube, mais la police ne m'a pas encore trouvé. Ils en ont arrêté par centaines.
Ils finiront cependant par me trouver et m'arrêter « préventivement »

Le monde commence à réaliser à quel point la France est une dictature.

> *Gilets jaunes : des arrestations préventives en nombre vendredi https://t.co/vsW1PCxrtX #Rediff*
>
> *— Le Parisien (@le_Parisien) 8 décembre 2018*

Un gilet jaune dans la voiture et un casque de chantier, ça

devient un délit passible du tribunal correctionnel….

> *#8decembre*
> *Un gilet jaune dans la voiture et un casque de chantier, ça devient un délit passible du tribunal correctionnel…. pic.twitter.com/6ceQsDeaGW*
>
> *— Ilyria (@Ilyriane) 10 décembre 2018*

Un avocat du Barreau de Paris, sur @franceinfo estime que la gestion préventive de la manifestation, en arrêtant des personnes en prévention, c'est un changement de régime. Le « journaliste » n'a pas rebondi… il dit clairement qu'on rentre en dictature mais silence du journaliste

> *Un avocat du Barreau de Paris, sur @franceinfo estime que la gestion préventive de la manifestation, en arrêtant des personnes en prévention, c'est un changement de régime. Le « journaliste » n'a pas rebondi… il dit clairement qu'on rentre en dictature mais silence du journaliste*
>
> *— Je suis Gilet Jaune & écolo (@EnDebout) 9 décembre 2018*